



Pour publication immédiate : 07/05/2015

**GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

**À titre indicatif : GOUVERNEUR CUOMO : Les travailleurs de la restauration rapide méritent une augmentation**

*Hier soir, le Gouverneur Andrew M. Cuomo a publié un texte d'opinion dans le New York Times en vue d'annoncer son intention de demander au commissaire du travail par intérim de l'État, Mario J. Musolino, de créer un Conseil sur les salaires qui enquêtera sur une hausse du salaire minimum dans l'industrie de la restauration rapide.*

*Le texte d'opinion peut être consulté [ici](#). Le texte complet est inclus ci-dessous :*

L'inégalité du revenu est un problème national avec lequel les chefs de file de tous les niveaux du gouvernement sont aux prises. Alors que le capitalisme américain n'a jamais garanti la réussite, il garantissait autrefois des chances. Mais aujourd'hui, de trop nombreux Américains ne croient pas que leurs enfants auront une meilleure vie que la leur. L'idéal de mobilité a été remplacé par la réalité de la stagnation.

Certains disent que nous pouvons combler l'écart entre les revenus en réduisant celui de ceux qui gagnent beaucoup. Je crois que nous devrions plutôt augmenter celui de ceux qui gagnent peu. Nous pouvons commencer par accroître les normes de travail, en commençant par le salaire minimum.

J'ai augmenté le salaire minimum de l'État de New York de 8,75 \$ à 7,25 \$ en 2013. Dans le budget de cette année, j'ai proposé de l'augmenter de nouveau, à 11,50 \$ dans la ville de New York et à 10,50 \$ ailleurs dans l'État. Mais la Législature a rejeté cette proposition. C'est pourquoi je continue le combat. Alors que ceux qui sont responsables des lois ralentissent les choses, moi je passe à l'action.

La loi de l'État donne au commissaire du travail le pouvoir d'enquêter pour savoir si les salaires payés dans une industrie donnée ou une classe d'emplois sont suffisants en vue de subvenir à la vie et à la santé de ces travailleurs – et sinon, il faut créer un Conseil sur les salaires en vue de recommander les salaires adéquats.

Ce jeudi, je demande au commissaire de créer un tel conseil, dans le but d'examiner le salaire minimum dans l'industrie de la restauration rapide. Le conseil nous reviendra dans trois mois avec des recommandations, lesquelles n'exigent aucune approbation législative.

Le président Franklin D. Roosevelt a fait du salaire minimum une loi nationale en 1938. Des années plus tôt, il avait dit : « Par salaires suffisants, je veux dire plus que le strict minimum qu'il faut pour subvenir à ses besoins – je veux les salaires qu'il faut pour vivre de façon décente. » Mais les salaires minimum n'ont pas tenu le pas au coût croissant de la vie.

Il n'y a nulle part où l'écart des revenus est plus extrême et irritant que dans l'industrie de la restauration rapide. Les premiers dirigeants sont parmi les cadres les mieux payés qui soient. Le premier dirigeant moyen, dans le domaine de la restauration rapide, a gagné 23,8 millions de dollars en 2013, soit quatre fois plus que la moyenne de 2000 (ajustement à l'inflation). Pendant ce temps, les travailleurs en restauration qui commencent dans l'État de New York gagnent, en moyenne, 16 920 \$ par année, avec des semaines de 40 heures à 8,50 \$ de l'heure. Les salaires des travailleurs du domaine de la restauration rapide ont, au pays, augmenté de 0,3 % depuis 2000 (encore ici, il s'agit d'un ajustement à l'inflation).

Beaucoup de gens partent du principe que les travailleurs du domaine de la restauration rapide sont pour la plupart des adolescents qui veulent gagner un peu d'argent de poche. Au contraire, 73 % sont des femmes, 70 % ont plus de 20 ans et plus des deux tiers élèvent un enfant et sont le salarié principal de leur famille.

Les travailleurs de l'industrie de la restauration rapide et leurs familles sont deux fois plus susceptibles de recevoir de l'aide sociale que les autres familles de travailleurs. Parmi les travailleurs de l'industrie de la restauration rapide au pays, 52 % – un taux plus élevé que dans toute autre industrie – compte au moins un membre de leur famille sur l'aide sociale.

L'État de New York se classe premier pour ce qui est des dépenses en aide sociale à l'intention des travailleurs de l'industrie de la restauration rapide, soit avec un montant de 6800 \$ par année. Ceci représente des coûts de 700 millions de dollars pour les contribuables.

Tandis que les travailleurs de l'industrie de la restauration rapide ont clairement du mal, l'industrie elle-même se porte plutôt bien, ayant engrangé 195 milliards de dollars en revenus globaux l'an dernier, une somme qui devrait croître jusqu'à atteindre 210 milliards d'ici 2018. McDonald's a engrangé 4,67 milliards de dollars l'an dernier, et Burger King 291,1 millions de dollars. Le gouvernement subventionne ces sociétés, leur permettant de maintenir leurs coûts de main-d'œuvre bas et leurs marges de profit hautes.

Les chefs de file de l'industrie prétendent que d'élever les salaires des travailleurs de l'industrie de la restauration rapide augmenteraient les prix des burgers et des frites au-delà de ce que de nombreux clients, ayant eux-mêmes de modestes moyens, peuvent se permettre. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé dans d'autres pays. L'Australie a établi le salaire minimum pour un travailleur de l'industrie de la restauration rapide à 16 \$ de l'heure, alors qu'un Big Mac ne coûte que 4,32 \$ là-bas en moyenne,

comparativement à 4,79 \$ aux États-Unis, selon l'indice Big Mac de The Economist. La France, où le salaire minimum est de plus de 12 \$, compte plus de 1200 McDonald's.

Plus de 600 économistes, dont sept lauréats du prix Nobel, s'entendent à dire que d'augmenter les salaires des travailleurs à faible revenu ne nuit pas à l'économie. En fait, en faisant dépenser davantage les consommateurs et en créant des emplois, on aide l'économie. Des études ont montré que chaque hausse d'un dollar pour un travailleur au salaire minimum entraîne des dépenses supplémentaires de 2800 \$ par foyer, et les 13 États qui ont augmenté le salaire minimum depuis 2014, dont New York, ont tous vu une croissance de l'emploi.

Par le Conseil sur les salaires, New York peut aider les travailleurs de l'industrie de la restauration rapide à se sortir de la pauvreté, à alléger le fardeau qui pèse sur les contribuables et à créer une nouvelle norme nationale.

Roosevelt aussi s'est buté à une opposition puissante sur la question du salaire minimum. Mais il n'a pas baissé les bras, et a dit : « Aucune entreprise qui, pour exister, doit verser des salaires inférieurs aux salaires suffisants à ses travailleurs n'a le droit de continuer à exister dans ce pays. »

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418